

## Origine du conflit au Soudan



7 octobre 2024

Par Dr. Ahmat Yacoub Dabio  
Chercheur, expert en gestion de conflit  
Président du Centre d'études pour le  
développement et la prévention de l'extrémisme,  
Président de Liberté Sans Frontière.

1. **Introduction :** La situation au Soudan est effectivement très préoccupante y compris pour le Tchad. L'origine du conflit au Soudan remonte à 2019, lorsque des généraux ont pris le pouvoir en destituant le président Omar El-Béchar. Deux généraux rivaux se sont retrouvés à la tête du pays : le général Abdel Fattah Al-Burhan, dirigeant des Forces armées régulières, et le général Mohamed Hamdane Daglo dit Hemmetti, dirigeant des Forces de Soutien Rapide (FSR). Le refus de remettre le pouvoir aux civils et le désir de se maintenir au pouvoir à tout prix ont plongé le pays dans une lutte armée.

Depuis le début du conflit armé en avril 2023, les affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) ont causé des pertes humaines et des déplacements massifs. Selon les dernières estimations, le conflit a fait 33 000 morts et a forcé environ 20 millions de personnes à fuir leurs foyers.

En une année et demi, le conflit soudanais a fait 32 444 morts dont 4850 personnes exécutées et 42 661 blessés, ainsi que 966 victimes de viols. L'on note la destruction, le pillage ou la mise hors service de 250 hôpitaux, 26 usines pharmaceutiques, 20 banques, 1002 mosquées et 51 églises, en plus d'attaques contre 18 missions diplomatiques, l'occupation et/ou la destruction de 450 à 1000 institutions civiles, l'ouverture des portes des prisons et la libération de 19 481 détenus, dont certains terroristes (Selon un rapport soudanais dévoilé le 12 septembre 2024).

Les pays voisins, notamment l'Égypte, le Tchad et le Sud-Soudan, accueillent une grande partie des réfugiés soudanais, ce qui exerce une pression supplémentaire sur leurs ressources. Les rapports de l'ONU et des organisations des droits de l'Homme soulignent des graves violations des droits humains commises par les deux parties, y compris des exécutions sommaires<sup>1</sup> et des mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre. La communauté internationale continue d'appeler à un cessez-le-feu et à des négociations pour mettre fin à ce conflit dévastateur.



L'armée soudanaise a annoncé avec éclat une grande offensive le jeudi 26 septembre 2024 contre les positions des Forces de Soutien Rapide (FSR) à Khartoum, mais n'a pas encore réussi à reprendre le contrôle de la raffinerie de Jeyli, l'aéroport international de Khartoum, ni le Palais Présidentiel. Certes, lors de cette dernière offensive, l'armée a grignoté du terrain à Kadaro, à Khartoum Bahri et quelques mètres du pont Alhalfaye. Une année et

<sup>1</sup> Les Forces armées soudanaises (FAS) et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), ainsi que leurs milices alliées, doivent prendre des mesures immédiates pour protéger les civils dans l'agglomération de Khartoum, a exhorté jeudi l'expert des droits humains pour le Soudan désigné par l'ONU, dans un contexte d'escalade de la violence et d'informations alarmantes faisant état d'exécutions sommaires. Guerre au Soudan : l'horreur s'accroît alors que des rapports d'exécutions sommaires émergent | ONU Info ([un.org](https://www.un.org))

depuis le début des conflits armés, la milice FSR, qui contrôle plus de 50 % du territoire soudanais, fait désormais face à une coalition militaire qui semble désormais entraver son avancée, surtout avec les derniers affrontements signalés vers Mado, wadi sandi, Awa, Jebel Moya, Malha, Bir Maza, Aldaba et à 30 km de Milite, à Koulbous, Jebel Om, Jebel Moun, et Sali-a, à 38 km de la ville soudanaise d'Ejeneina sous contrôle des FSR depuis le début du conflit.

2. **Ce conflit a des origines profondes.** Elles remontent à des tensions de longue date exacerbées par des luttes de pouvoir au sein des tendances politico-militaires, ainsi que la concurrence pour les ressources, notamment les mines d'or et le pétrole. Il existe également une autre raison essentielle liée à l'échec des gouvernements successifs au Soudan à réintégrer les soudanais, issus de l'immigration tchadienne, présents depuis plusieurs décennies. Il est essentiel de rappeler qu'entre les années 60 et 80, à cause des famines et des différents conflits politico-militaires au Tchad, deux grandes vagues de tchadiens ont émigré vers des pays voisins, notamment vers le Soudan, en raison de sa proximité et des liens culturels partagés par de nombreuses tribus vivant à cheval de la frontière commune de 1300 km. Fuyant la famine ou la guerre, ils sont perçus comme des individus de classe inférieure. Marginalisés et stigmatisés, ils n'ont jamais bénéficié des programmes de réintégration ou de réinsertion socio-éducative et professionnelle. Vivant dans une précarité administrative, ils sont forcés d'accepter les emplois les plus ingrats. Pour acquérir des documents légaux, ils doivent produire des témoignages confirmant leur naissance au Soudan et de parents soudanais. Ils doivent ainsi renoncer à leurs origines tchadiennes.
3. **80 %<sup>2</sup> de la milice des FSR d'origine tchadienne.** Ce n'est pas une honte d'avoir une importante communauté soudanaise d'origine tchadienne<sup>3</sup>. Rien de tabou ! Certes, ce sont les descendants de migrants forcés par la famine et les guerres successives au Tchad qui constituent la majorité des recrues des FSR du général Hemmetti. Lui-même descendant de l'immigration forcée, il a gravi les échelons pour arriver jusqu'au rang de vice-président de la République. Intelligent, il devient populaire en raison de son franc parler et de son soutien au soulèvement de la jeunesse de 2019 contre le pouvoir de Omar El-Bechir.

J'ai eu l'opportunité de rencontrer le futur général Hemmetti, à N'Djamena en 2015. Il m'a confié qu'il était en visite sur invitation du président Idriss Déby et qu'il avait refusé son offre de s'opposer militairement au régime du président Omar Elbéchir. J'étais surpris qu'il partage avec moi cette information confidentielle, d'autant plus que notre rencontre était fortuite, chez un de ses cousins au quartier des Pattes d'Oie.

Il a réussi à amasser une fortune considérable grâce aux mines d'or dont il contrôlait une partie. Environ trente tonnes d'or par an sont vendues entre les pays du Golfe et la Russie. L'envoi au Yémen des contingents militaires appartenant à sa milice lui a valu le respect de la coalition des pays du Golfe. A deux doigts de prendre le pouvoir en cas d'élections démocratiques, le chef de la milice a préféré user de la force pour précipiter son destin. *La révolution des marginalisés* victime de l'État de 1956 était convainquant pour les fils d'immigrés afin de prêter allégeance aux FSR. À certains États occidentaux et arabes, allergiques à l'islamisme, il a convaincu que *l'armée soudanaise est infiltrée d'islamistes*<sup>4</sup>. Avec les deux slogans stratégiques convainquant pour les uns et les autres, le général Hemmetti a réussi le coup - bien préparé d'avance du 15 avril 2023. En quelques mois, il a mis l'armée nationale à genoux, en la délogeant de plusieurs axes stratégiques comme l'aéroport international, le Palais Présidentiel, le siège de la Radio et Télévision, la banque centrale, les ministères de la Défense et de l'Intérieur, puis en

<sup>2</sup> Alors que 40 % sont des Soudanais d'origine tchadienne, 30 % sont des Tchadiens venus du Tchad, souvent pour renforcer leur ethnie arabe, 6 % proviennent de la République centrafricaine et 4 % du Soudan du Sud, recrutés en échange de promesses de rémunération.

<sup>3</sup> Dans les années 60, ma tante paternelle Djoumla Mahamat Yacoub Dabio a quitté son village au Tchad pour se réfugier au Soudan avec son mari, ses enfants et son bétail. Depuis lors, la famille réside dans le quartier Darelsalam à OmDurmane.

<sup>4</sup> « *L'armée est infiltrée des islamistes* », une amie ambassadrice européenne m'a fait entendre la même phrase.

encerclant le haut commandement de l'armée. Les FSR ont mis l'armée en difficulté<sup>5</sup>. Mais, force est de reconnaître qu'aucun programme d'administrer le pays n'a été prévu pour convaincre la population soudanaise, surprise par la brutalité et l'occupation de leurs logements.

4. **L'erreur de l'armée.** La tergiversation des généraux dans la remise du pouvoir aux civils a été l'une des principales erreurs. L'absence d'une armée de terre a été la deuxième erreur commise. Dans le but de mourir pour le compte de l'armée, Moussa Hilal et Hemmetti ont sous-traité ce service. En résumé, afin de conserver le pouvoir, les généraux ont misé sur la force des marginalisés pour éliminer toute rébellion. La troisième erreur grave est de les qualifier des mercenaires et des étrangers - dès le début du conflit en avril 2023 - alors que ce sont des marginalisés exploités dans des sales besognes pour le compte des généraux au pouvoir.

L'armée, par son refus de transmettre le pouvoir aux civils, d'ouvrir des pourparlers avec ses ennemis, de reconnaître la soudanisation de ses citoyens d'origine tchadienne, elle s'est enfermée dans une situation illogique sans issue. Elle criait haut et fort que les combattants des FSR sont des mercenaires, des arabes venus de nulle part pour mener une guerre contre les vrais soudanais. Lors de sa rencontre, jeudi 3 octobre 2024, avec une délégation du Conseil africain de paix et de sécurité, dirigée par l'ambassadeur Mohamed Gad, le président Abdel Fattah al-Burhan, a déclaré que le Soudan était occupé par des milices avec la participation de mercenaires étrangers et l'aide de pays connus de tous. Il a expliqué que la vulnérabilité du Soudan représente une nouvelle colonisation et que le mépris de l'Union africaine pour la crise au Soudan résultait de son ignorance de la réalité de la crise.

Bien que l'effectif des FSR se compose à 80% des soudanais de souche tchadienne, dont plus de 30% venus du Tchad et de la Centrafrique, après le déclenchement du conflit, pour prêter main forte à leurs frères de sang, les 50 % sont légalement soudanais d'origine tchadienne selon le droit international. Il convient de rappeler que dans le camp des forces coalisées<sup>6</sup> alliées de l'armée soudanaise, il y a également des combattants soudanais issus de l'immigration et sans surprise de tchadiens ayant traversé la frontière, venus prêter main-forte à leurs frères de sang. Parmi eux, se trouvent des soldats tchadiens.

Il n'est pas exclu que cette guerre perdurera en dehors des grandes villes et pour longtemps si le régime militaire soudanais continue non seulement à nier cette réalité et pense mettre en œuvre des lois pour déchoir de leur nationalité soudanaise tous les descendants d'immigrés étrangers présents dans le pays depuis plus de 70 ans. La guerre ne produira que des perdants, et la reconnaissance de ces combattants des FSR d'origine tchadienne comme des soudanais pourrait être une étape cruciale pour résoudre le conflit sur la base des valeurs humaines. Imaginons que Trump déclare que les Afro-Américains, descendants d'esclaves, ne sont pas américains et doivent retourner dans leur pays d'origine.

5. **Les interférences étrangères.** Depuis le début du conflit en avril 2023, des mercenaires de Wagner<sup>7</sup> ont fourni des armes aux Forces de Soutien Rapide, d'après un rapport du Daily Telegraph. Plusieurs pays voisins comme la Libye, la Centrafrique et le Tchad<sup>8</sup> ont été mentionnés comme points de transit pour des transferts d'armes. Des avions non identifiés<sup>9</sup> transportant du matériel de guerre ont été signalés dans la capitale centrafricaine et dans la bourgade tchadienne de Amdjarass. De Bangui,

<sup>5</sup> En moins de deux semaines, entre le 20 juin et 5 juillet 2024, les FSR, dans une grande offensive, ont pris le contrôle des plusieurs villes dont Sinja, capitale de l'Etat de Sennar. Toutes les villes et garnisons militaires sur l'axe du sud-est du pays (Foula, Jebel Maya, Meriam..) menant à la frontière du Sud Soudan sont tombées.

<sup>6</sup> Les sept mouvement politico-militaires signataires de l'accord de paix de Juba.

<sup>7</sup> Abdu Boda, porte-parole de l'Alliance nationale pour le changement, a déclaré que son groupe avait intercepté deux cargaisons d'armes, la dernière en avril, et avait arrêté 4 mercenaires russes, dont deux étaient morts.

<sup>8</sup> Le Tchad, accusé par le Soudan de soutenir la milice des FSR, a déployé une unité de la GNNT à Kari-Yari, située à cinq kilomètres de la frontière soudanaise. Cette opération, réalisée fin août 2024, était sous le commandement du général Abakar Choua, chef de la GNNT.

<sup>9</sup> Des sources locales ont déclaré que des avions soupçonnés d'être émiratis sont arrivés la nuit à Bangui.

Wagner s'occupe de l'acheminement de la cargaison à Birao, avant de la transférer aux Forces de Soutien Rapide.

Les opérations de transfert d'armes<sup>10</sup> se sont poursuivies jusqu'en février 2024, puis elles ont diminué à la suite de l'éloignement de Moscou des Forces de Soutien Rapide au profit des forces armées soudanaises, à en croire des experts, des diplomates et des législateurs américains. Après la tentative de coup d'État de Yevgeny Bregogin contre Vladimir Poutine et la rebaptisation de Wagner en "*Légion d'Afrique*", le transit d'armes aurait ralenti en Centrafrique<sup>11</sup>, notamment via Am Dafog<sup>12</sup> au Sud-Darfour.

Les accusations des autorités soudanaises contre les Émirats arabes unis concernant le soutien aux Forces de Soutien Rapide (FSR) montrent les tensions régionales et les alliances fluctuantes. Fatiguées de l'ambiguïté entretenue par le monde occidental qui s'abstient de condamner les Emirats arabes unis<sup>13</sup> et désireuses de s'équiper<sup>14</sup> en armes et munitions, les autorités soudanaises ont initié un rapprochement diplomatique avec la Russie et l'Iran. Mais, redoutant l'hostilité américaine, la junte militaire soudanaise a offert à la Russie d'établir un centre de support naval en échange d'une base navale. Cette entente pour une coopération militaire réduite a conduit, le 13 septembre 2024, à la signature d'un accord sur la culture<sup>15</sup>.

## **6. Les conséquences du conflit au Tchad.**

Accusé par le Soudan de soutenir les Forces de Soutien Rapide du général Hemmetti, le Tchad subit les répercussions directes et indirectes de ce conflit armé. Premièrement, cela se manifeste par l'accueil d'environ deux millions de réfugiés soudanais sur son territoire, et deuxièmement, par l'implication des tribus arabes et Zaghawa dans les affrontements. Grands guerriers, les deux tribus occupent des positions clé au sein de l'armée, de l'administration et de l'économie tchadiennes. Le conflit soudanais risque de perturber la coexistence pacifique entre les deux groupes et rompre leur coopération dans la gestion du pays qui visait à renforcer la stabilité. Elles se sentent désormais impliquées dans le conflit soudanais et interviennent pour apporter leur soutien. Certains prisonniers de guerre de chaque côté ont été identifiés comme des tchadiens venus pour apporter leur soutien aux leurs.

Cette dynamique aurait pu être évitée si le Tchad avait bénéficié d'une direction éclairée, prônant la paix et optant pour un rôle de médiateur afin de concilier les perspectives des parties en conflit. Par le passé, le maréchal Idriss Déby, encouragé par l'occident, avait lui aussi pratiqué cette stratégie d'ingérence directe en soutenant sa tribu de l'autre côté de la frontière entre 2003 à 2010. Mais, il s'est

---

<sup>10</sup> Selon un rapport de l'Amnesty International, des armes et des munitions de pays tels que la Chine, les Émirats arabes unis, la Russie, la Serbie, la Turquie et le Yémen étaient importées en grande quantité au Soudan, puis, dans certains cas, détournées vers le Darfour.

<sup>11</sup> Abdu Boda, porte-parole de l'Alliance nationale pour le changement (un mouvement rebelle centrafricain), a déclaré que son mouvement avait intercepté deux cargaisons d'armes, en avril 2024, et avait arrêté des mercenaires russes, dont deux étaient morts et deux autres étaient encore vivants.

<sup>12</sup> Amdafog est un triangle géographique entre le soudan, la RCA et le Tchad, où se trouvent plusieurs bases des différentes mouvements rebelles des trois pays.

<sup>13</sup> Dans un rapport publié par le journal britannique The Daily Telegraph « les EAU avaient utilisé des mercenaires de Wagner pour protéger les cargaisons d'armes en route vers les forces d'appui rapide du Soudan ».

<sup>14</sup> Les soldats soudanais, mal équipés et désorganisés, se retrouvent dépassés par la puissance de feu de la milice et sont contraints de battre en retraite. Le contingent du dernier bastion de la ville de Meriam a traversé plus de 50 kilomètres pour se rendre avec armes et bagages à l'armée du Sud Soudan.

<sup>15</sup> La partie soudanaise a été représentée par le ministre de la Culture et de l'information, Graham Abdulkader, et la partie russe, par le ministre de la Culture de la République fédérale de Russie, Oleka Lubimova. L'accord prévoyait la coopération dans les domaines des expositions et conférences, des activités muséales, de la musique, du théâtre et du folklore, l'échange d'experts dans le domaine de la restauration et de la protection des monuments et la promotion archéologique.

rendu compte que cette stratégie n'a pas l'air de réussir. Il a choisi en 2010 de renvoyer la MINURCAT ex EUFOR<sup>16</sup>, de prôner la paix et de choisir le statut de médiateur.

7. **Conclusion.** L'armée soudanaise et les Forces de Soutien Rapide doivent réaliser qu'il n'y aura aucun gagnant dans cette guerre. Il incombe à la communauté internationale d'éviter la régionalisation de ce conflit, de convenir d'une stratégie pour persuader les belligérants de discuter des moyens de mettre fin à la violence et de sauver des vies. Le Tchad doit clarifier sa position, qui est de ne pas soutenir l'une ou l'autre partie, mais plutôt de choisir le statut de médiateur afin de collaborer avec la communauté internationale pour un cessez-le-feu immédiat et la négociation d'un accord de paix. Il doit aussi élaborer une stratégie de communication pour convaincre ses concitoyens d'éviter de s'impliquer dans ce conflit soudanais qui n'est pas le leur, mais plutôt de contribuer à la paix. Tous les belligérants armés doivent s'engager à céder le pouvoir aux civils après une courte période de transition, suivie de l'organisation d'élections libres et transparentes.

---

<sup>16</sup> Le 15 mars 2009, la mission EUFOR de l'UE a passé le relais à la MINURCAT. L'objectif principal de cette force est la sécurisation des camps de réfugiés dans les deux pays, la frontière entre la province soudanaise du Darfour et le Tchad et la RCA, le personnel et l'infrastructure de l'ONU. Source : [EUFOR Tchad/RCA — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)